



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Argentine

Milei annonce le premier excédent public depuis 2008

Le président argentin Javier Milei a annoncé lundi que le pays avait enregistré son premier excédent public trimestriel depuis 2008 et salué un «exploit historique»... • (Page 08)

Promouvoir les talents locaux

Lilium Mining s'engage dans la région des Cascades

Lilium Mining, à travers sa filiale Wahgnion Gold Operations S.A., s'engage résolument dans l'autonomisation des ... • (Page 10)

Groupe Africa Global Logistics au Togo

• (Pages 3)

Célébration de la fraternité et l'an I de la marque AGL



© Charles Kokouvi GAFAN, Pdg de AGL

Togo / Impôts

• (Page 04)

La taxe foncière applicable aux immeubles d'habitation secondaires

Collecte de données

La CNSS lance une opération de contrôle de vie le 02 mai

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) du Togo entame une opération de contrôle de vie du 2 mai au 30 juin ... • (Page 02)

Campagnes électorales 2024

350 meetings sécurisés le 22 avril par le FOSELR

Force Sécurité Elections Législatives Régionales 2024 (FOSELR 2024) s'est déployée dans la journée du 22 avril 2024 sur toute l'étendue du ... • (Pages 04)

Secteur privé africain

Le Brésil signe un accord Lusophone Compact

Le Brésil a officiellement rejoint le Lusophone Compact, une initiative visant à accélérer le développement du secteur ... • (Page 06)

Anti mariages d'enfants

WiLDAF-Togo dévoile les grandes étapes de son plaidoyer

Mis en œuvre depuis 2023 par WiLDAF-Togo avec l'appui financier de Amplify Change, le projet Agir pour l'Abandon des Mariages d'Enfants (AAME) ... • (Page 11)



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMEDIATION, DU NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI 2024) 3^e édition

Placé sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE, Président de la République Togolaise

THEME
INTERMEDIATION & FINANCEMENT DES PME/PMI POUR UNE INCLUSION FINANCIERE, NUMERIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

16 au 17 MAI 2024
A L'HOTEL 2 FEVRIER LOME/TOGO

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 41

INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA
WWW.FONI.AFRICA

Organisé par **AFRIK CREANCES**

Collecte de données

La CNSS lance une opération de contrôle de vie le 02 mai

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) du Togo entame une opération de contrôle de vie du 2 mai au 30 juin 2024. Cette initiative, menée en ligne, vise à collecter les données biométriques des bénéficiaires résidant au Togo et à l'étranger, via l'application Biosecu sur le portail électronique de la CNSS ou via un lien dédié.

L'opération concerne tous les pensionnés et rentiers régulièrement payés jusqu'à fin avril 2024. Son objectif est de maintenir les paiements des pensions et rentes pour le second semestre 2024. Pour la CNSS, cette opération de contrôle est essentielle pour assurer une gestion efficace des prestations sociales tout en garantissant la conformité aux normes de sécurité et de transparence. Ingrid Awade, directeur général de l'institution, souligne que le non-respect de cette opération entraînera la suspension du paiement des droits des bénéficiaires à partir de juillet 2024, en accord avec le code de sécurité sociale. Pour

participer à cette opération, les bénéficiaires doivent disposer d'une pièce d'identité, d'un numéro de téléphone opérationnel et du récépissé de leur dernière opération de contrôle de vie. Cette opération de contrôle de vie menée par la CNSS du Togo reflète son engagement envers une gestion efficace des prestations sociales. En assurant la mise à jour des données

biométriques de ses bénéficiaires, la CNSS garantit la pérennité des paiements des pensions et rentes tout en renforçant la sécurité et la transparence de ses processus. Les bénéficiaires sont donc invités à se conformer à cette opération pour éviter toute interruption de leurs droits à partir de juillet 2024.

Hélène Martelot



Marché financier régional

Analyse du 1er trimestre 2024 sur le marché des titres publics

Au premier trimestre 2024, les pays de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) ont mobilisé un montant impressionnant de 2,58 milliards de dollars sur le marché des titres publics, marquant une nette amélioration par rapport à l'année précédente.

Cette analyse illustre l'intérêt croissant des investisseurs régionaux pour les titres souverains dans un contexte de stratégies de financement axées sur le court et le moyen termes, malgré des rendements encore très élevés. Les investisseurs ont montré un appétit solide pour ces titres, avec un taux de couverture des émissions atteignant 172%, en hausse significative par rapport à l'année précédente. Cette tendance, bien que ne retrouvant pas les niveaux d'il y a deux ans, témoigne d'un redressement encourageant du marché. Parmi les pays de l'Umoa, la

Côte d'Ivoire a réussi à mobiliser 674 milliards de francs CFA, suivie du Togo avec 256 milliards de francs CFA, malgré sa taille économique plus modeste. Le Sénégal, malgré une crise pré-électorale, a également bien performé avec 198 milliards de francs CFA mobilisés. Les maturités des titres émis montrent une préférence pour les financements à court terme, avec 34% du volume total concentré sur des maturités de 12 mois, suivies des titres à trois ans, représentant 23% du volume. Cette forte mobilisation des investisseurs régionaux s'explique par un regain de confiance

et une amélioration de la liquidité bancaire, bien que ce dernier reste précaire. Les projections restent prudentes, surtout dans un contexte où les taux directeurs pourraient augmenter. Les rendements devraient rester au-dessus des 7% pour les titres à trois ans au deuxième trimestre 2024, reflétant la nécessité des banques de maintenir un spread entre leurs coûts de financement et les rendements de leurs placements.

Hélène Martelot



Image du jour



AUX DÉCIDEURS ...

Financement du développement

Le financement du développement est le ciment invisible qui relie les financements publics et privés pour des projets ayant des résultats sociaux, économiques et environnementaux. Il s'agit notamment de l'amélioration des infrastructures, d'une meilleure gestion des déchets et d'un meilleur assainissement, de l'inclusion financière, de l'énergie propre et de l'agriculture durable.

L'objectif du financement du développement est de créer des résultats sociaux, économiques ou environnementaux positifs grâce aux investissements réalisés par des institutions financières telles que les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de pension, en plus des contributions apportées par les institutions de financement du développement, les partenaires multilatéraux et les ONG.

Ces investissements génèrent généralement des retombées sur les programmes de développement des pays africains. La contribution des ONG telles que les organisations philanthropiques et de la société civile peut ne pas être financière. Leurs contributions proviennent du plaidoyer, de l'activisme, de l'engagement communautaire, de la recherche ou des services sociaux. Les experts en financement du développement Latif Alhassan et Bomikazi Zeka expliquent comment cela fonctionne.

Le financement du développement répond aux défaillances ou aux limites des institutions financières traditionnelles telles que les banques. Pour ce faire, il alloue des ressources aux besoins sociaux tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et l'énergie.

L'essence du financement du développement est de mobiliser des ressources financières et non financières grâce à un partenariat entre les bailleurs de fonds et les parties prenantes du développement. L'objectif est d'obtenir des résultats de développement qui n'auraient pas été possibles sans leur intervention ou leur contribution.

Le financement du développement peut également attirer des fonds supplémentaires auprès d'entités privées pour financer des projets ayant des résultats socialement et écologiquement souhaitables. Les institutions financières traditionnelles telles que les banques ne sont pas incitées à le faire. Mais un réseau de bailleurs de fonds et de parties prenantes du développement peut aider à collecter des fonds. Elle peut également s'appuyer sur différents types d'expertises.

La finance d'entreprise met l'accent sur les principes de risque et de rendement. Le financement de toute activité économique dépend en grande partie du degré de risque de l'activité et de sa capacité à générer des revenus. Les institutions telles que les banques, les gestionnaires d'actifs et les compagnies d'assurance prennent leurs décisions d'investissement sur la base du rapport risque/rendement. Cela rend plus difficile le financement de projets et d'activités ayant des résultats en matière de développement durable, car les risques sont souvent élevés. Et les flux de revenus ne sont pas toujours assurés. Un exemple serait de fournir des financements aux petites entreprises.

Le financement du développement prend en compte d'autres facteurs que le risque et le rendement. L'impact social en est peut-être un. Parce qu'il applique une perspective plus large, d'autres acteurs clés sont davantage impliqués.

Les institutions de financement du développement ont pour objectif de promouvoir le développement durable. Des instruments tels que le capital-risque et le capital patient reconnaissent que les petites entreprises sont confrontées à des problèmes de financement et de trésorerie. Ils permettent une plus grande flexibilité dans les modalités de prêt.

En Afrique, les projets de développement sont traditionnellement financés par les gouvernements nationaux au moyen d'allocations budgétaires annuelles. Dans certains cas, des banques nationales de développement ont été créées.

D'énormes engagements financiers sont nécessaires pour que les pays du continent puissent atteindre les objectifs de développement qu'ils se sont fixés. Par exemple, l'Union africaine prévoit de transformer l'Afrique en une puissance mondiale d'ici 2063. De son côté, les Nations Unies ont un programme pour que tous les pays mettent en œuvre un plan de développement durable d'ici 2030.

Les besoins de financement annuels estimés pour réaliser ces plans sont de 200 millions de dollars américains. Le déficit de financement pour le contexte africain jusqu'en 2030 s'élève à 1 600 milliards de dollars américains.

Pour y parvenir, une collaboration avec les bailleurs de fonds et les parties prenantes du développement est nécessaire.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale, 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale, 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Groupe Africa Global Logistics au Togo

Célébration de la fraternité et l'an I de la marque AGL

Le personnel des filiales du Groupe Africa Global Logistics au Togo a célébré dans la nuit du 29 au 30 mars 2024 la fête annuelle et le premier anniversaire de la nouvelle marque AGL sous la houlette de son Président Directeur Général, Monsieur Charles Kokouvi GAFAN.

Le Groupe Africa Global Logistics au Togo a pris l'habitude de se retrouver une fois par an afin de célébrer son unité et sa fraternité autour des valeurs qui guident son action. Connue sous le nom de « Fête de famille », ce rendez-vous annuel offre aussi à AGL au Togo, l'opportunité de célébrer d'une part ses collaborateurs qui se sont illustrés de fort belle manière au cours de l'année et d'exprimer d'autre



part sa reconnaissance à son personnel qui a enregistré 15, 20, 25, 30 ans et plus de beaux et loyaux services au sein du Groupe au Togo. Cette année, la célébration avait revêtu un caractère particulier en ce sens qu'elle a coïncidé avec le premier anniversaire de la nouvelle marque AGL qui fut dévoilée au monde entier, le 30 mars 2023.

Dans la nuit du 29 au 30 Mars 2024, c'était en présence des équipes de MSC, MEDLOG, LCT, du personnel de toutes les filiales du Groupe AGL au Togo et de nombreux invités que Monsieur Charles Kokouvi GAFAN a eu à féliciter solennellement ses collaborateurs pour avoir su garder, durant l'année 2023, le cap déjà

amorcé au moment du passage sous les couleurs d'AGL.

Il avait également, au regard des diverses transformations qui s'opèrent dans le monde des affaires, tant sur le plan national qu'international, invité ses collaborateurs à aborder avec humilité les opportunités qui se présentent à eux afin qu'elles n'échappent pas au Groupe.

Il avait par ailleurs appelé ses collaborateurs à être solidaires devant toutes les épreuves car dit-il, « les défis ne se relèvent aisément que lorsque les efforts sont conjugués ».

En soulignant que c'est grâce à la paix, à la quiétude et à l'amélioration du climat des affaires que nos entreprises arrivent à prospérer, le Président directeur Général du Groupe

AGL au Togo a remercié le Chef de l'Etat, M. Faure Essozimna GNASSINGBE et son Gouvernement pour leur défense de l'intégrité du territoire, leur appui aux entreprises et les grands efforts consentis pour améliorer le climat des affaires au Togo.

Rappelons que le Groupe Africa Global Logistics est l'opérateur logistique multimodal (portuaire, logistique, maritime et ferroviaire) de référence en Afrique. L'entreprise fait désormais partie du Groupe MSC, compagnie mari-

time et logistique de premier plan.

Grâce à son expertise développée depuis plus d'un siècle et à plus de 23 000 collaborateurs mobilisés dans 49 pays, AGL fournit à ses clients africains et mondiaux des solutions sur mesure et innovantes, avec l'ambition de contribuer de façon durable aux transformations de l'Afrique. Le Groupe est présent au Togo depuis plus de 65 ans et est un acteur de référence en matière de Transport et de Logistique.

Avec son intégration en

Mars 2023 au sein du premier armateur mondial MSC, l'un des paramètres sur lesquels la vision d'AGL est axée est une offre de service intégrée et diversifiée occasionnant des gains de productivité pour le Groupe et pour ses clients. Avec la synergie de ses moyens, Africa Global Logistics au Togo prend une part active dans le développement socio-économique du pays et dans la réalisation des grands projets de développement en Afrique.

Pour se faire, le Groupe

au Togo dispose d'atouts comme : la force du réseau, la présence renforcée à l'international, un Groupe intégré avec des activités et solutions diversifiées, telles que des solutions maritimes, des solutions portuaires, des solutions logistiques ; une synergie d'action au sein du Groupe, une équipe jeune, dynamique et très déterminée à travailler ensemble et à faire avancer le Groupe et enfin, le respect des valeurs du Groupe par tous les collaborateurs.

Par ailleurs, AGL au Togo s'engage également dans le social à travers sa politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). En sa qualité d'acteur économique majeur, le Groupe mène une politique volontariste dans différents domaines (l'accès à l'éducation, à la formation et aux soins) au bénéfice des communautés et en rapport avec les valeurs du Groupe.

Théo Baba



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Togo / Impôts

La taxe foncière applicable aux immeubles d'habitation secondaires

Au Togo, les immeubles d'habitation secondaires sont désormais imposables à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), selon le Code général des impôts applicable en 2024. Ceci, « quelle que soit la valeur locative et indépendamment de l'identité des occupants ou de leur lien de filiation à l'égard du propriétaire ».

Cette disposition, en vigueur depuis le 1er janvier 2024, a été récemment rappelée par l'Office togolais des recettes (OTR) via un communiqué. En effet, conformément à la nouvelle mesure, « l'exonération de la TFPB ne s'applique désormais qu'à l'immeuble d'habitation principale unique sur l'ensemble du territoire togolais », a souligné le fisc. La mesure vise à accroître les revenus fiscaux afin d'assu-

rer une meilleure gestion des ressources financières pour le développement du pays. Pour rappel, la taxe foncière sur les propriétés bâties est un impôt local prélevé sur les propriétés immobilières bâties telles que

les maisons, les immeubles et les bureaux. Elle correspond à 15 % du revenu net cadastral (Revenu net cadastral = valeur locative annuelle moins 50 %).

(Togo Officiel)



Campagnes électorales 2024

350 meetings sécurisés le 22 avril par le FOSELR

Force Sécurité Elections Législatives Régionales 2024 (FOSELR 2024) s'est déployée dans la journée du 22 avril 2024 sur toute l'étendue du territoire national. Au terme de ce déploiement, 350 meetings, 11 caravanes et 64 portes à portes ont été sécurisés par les éléments de la FOSELR.

FOSELR 2024

ACTIVITES DU 22 AVRIL 2024

Dans le cadre de sa mission de couverture sécuritaire du processus électoral, la FOSELR 2024 s'est déployée dans la journée du 22 avril 2024 sur toute l'étendue du territoire national.

Au terme de ce déploiement, 350 meetings, 11 caravanes et 64 portes à portes ont été sécurisés par les éléments de la FOSELR.

La FOSELR déplore le fait que malgré les multiples rappels à l'apaisement et à la non-violence au cours de cette campagne, quelques incidents ont été enregistrés :

- Dans la Kéran (canton de Warengo) :
Refus de passage d'une caravane UNIR sur un pont de fortune par un groupe de jeunes surexcités dudit canton,
- Dans le Moyen-Mono (canton de Katomé) :
Interdiction de meeting au parti NET par un villageois armé de machette.

Ces incidents ont été dissipés par l'intervention de la FOSELR 2024, appuyée par certaines autorités locales.

La FOSELR 2024 une fois de plus, félicite les différents acteurs politiques pour leur bonne collaboration et les encourage à poursuivre leurs efforts de sensibilisation pour une campagne apaisée.

Togo / Préfecture de Zio

Formation des maraîchers aux pratiques agricoles durables

Une trentaine de maraîchers du SCOOPS Agblegno, dans la préfecture du Zio, participent à un atelier de renforcement de capacités en agroforesterie et en gestion des Activités Génératrices de Revenus (AGR), du 22 au 25 avril à Abobo, à trente kilomètres au sud-est de Tsévié.

Organisé par la Brigade d'Actions Rurales au Togo (BRACRU-Togo) avec le soutien financier du Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnel (FNAFPP), cet atelier vise à réduire l'utilisation des intrants chimiques agricoles dans le maraîchage pour lutter contre la pollution des terres et des eaux, préserver la biodiversité et à former les maraîchers à la gestion des AGR. La formation comprend une phase théorique sur la gestion coopérative et des AGR, suivie d'une phase pratique sur la fabrication des pesticides naturels et le compostage, réalisée au Centre de Formation et d'Appui aux Initiatives Agricoles à Abobo. Ahama Yawo Séwa, responsable de BRACRU, souligne l'importance cruciale

de l'agriculture pour la vie et la survie des communautés. Il insiste sur la nécessité de garantir la qualité des produits agricoles pour contribuer à la santé des populations. M. Ahama encourage les participants à mettre en pratique les connaissances acquises lors de la formation dans leurs champs et jardins. Cet atelier de formation sur les pratiques agricoles durables, organisé par la BRA-

CRU-Togo avec le soutien du FNAFPP, est une étape essentielle dans la promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement au Togo. Les maraîchers formés auront les compétences nécessaires pour réduire leur impact sur l'environnement, tout en améliorant la qualité de leurs produits, pour le bien-être des populations locales.

Hélène Martelot



Togo / Agrobusiness

La Fondation SEA et le PNUD investissent dans l'avenir agricole

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'entrepreneuriat agricole des jeunes au Togo, la Fondation Sheyi Emmanuel Adebayor, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a lancé la deuxième cohorte de son projet d'incubation en agrobusiness.

L'initiative, qui s'est déroulée à Lavié, à 140 km de Lomé, réunit 30 jeunes togolais désireux de se former à l'entrepreneuriat agricole. Pendant six semaines, ces jeunes seront immergés dans des formations intensives et bénéficieront d'un accompagnement personnalisé pour élaborer leur plan d'affaires. De plus, ils auront l'opportunité d'effectuer des stages pratiques dans des entreprises du secteur agricole. La présence de Myriam Dossou-d'Almeida, ministre en charge du développement à la base et de l'emploi des jeunes, lors du lancement de cette cohorte, témoigne du soutien du gouvernement togolais à cette initiative. Dans son discours, elle a souligné l'importance de soutenir les rêves et les projets des jeunes entrepreneurs, offrant ainsi un appui concret de l'exécutif. Ce projet ambitieux



de la Fondation SEA s'étend sur trois ans et prévoit de former un total de 1050 jeunes togolais. Il comprend trois volets principaux : la formation, la création de leaders dans le domaine de l'agrobusiness et le soutien à la création d'entreprises agricoles. À travers cette collaboration entre la Fondation Sheyi

Emmanuel Adebayor et le PNUD, le Togo s'engage résolument dans la promotion de l'entrepreneuriat agricole des jeunes, créant ainsi des opportunités économiques durables et contribuant au développement socio-économique du pays.

Hélène Martelot

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo		Principaux fournisseurs	
(% des exportations)	2020	(% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur		2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)		66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)		-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)		-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)		1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)		6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)		40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial		2016	2017	2018	2019	2020
Valeurs du commerce extérieur		2.382	1.874	2.116	2.091	2.156
Importations de biens (millions USD)		1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)		397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)		530	531	589	576	451

Solde courant externe (en % du PIB)		2016	2017	2018	2019	2020
Solde courant externe (en % du PIB)		-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)		5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Source : FMI, World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimé. Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles.

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et Financiers
APPEL D'OFFRES OUVERT
N°018/2024/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Vendredi 05 avril 2024

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet l'acquisition, l'installation, la mise à niveau et la configuration d'un second switch CISCO 9407R au sein du réseau informatique.

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'acquisition, l'installation, la mise à niveau et la configuration d'un second switch CISCO 9407R au sein du réseau informatique.

Le dossier est constitué d'un seul lot.

2. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.

3. Le délai d'exécution du marché est de cent vingt (120) jours.

4. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

5. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De La**

Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mercredi 08 mai 2024 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

6. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.

7. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.

8. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers

Personnes à contacter:

M. Tiguene OUEDRAOGO - , Email: tioudraogo@uemoa.int

9. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

10. Une visite des Sites obligatoire aura lieu le 25 avril 2024 à 10 heures. Une attestation de visite de site sera délivrée après la visite. Les soumissionnaires devront la joindre à leur offre

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet pi

Ayi d'ALMEIDA



Secteur privé africain

Le Brésil signe un accord Lusophone Compact

Le Brésil a officiellement rejoint le Lusophone Compact, une initiative visant à accélérer le développement du secteur privé dans les pays lusophones d'Afrique, connus sous le nom de PALOP (Angola, Cabo Verde, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé et Príncipe).

● Nicole Esso

La ministre du Plan et du Budget, Simone Tebet, a signé lundi 22 avril un protocole d'accord avec le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi Adesina, à Brasília, la capitale. Le mémorandum a également été signé par les ambassadeurs présents du Portugal et des pays africains lusophones. L'initiative Lusophone Compact a été lancée en décembre 2018 entre la Banque africaine de développement, le gouvernement du Portugal et les six PALOP. S'exprimant lors de la cérémonie de signature dans la capitale Brasília, le ministre Tebet a déclaré : « Le Brésil et les pays africains lusophones partagent des liens historiques, culturels et sociaux forts, et nous devons œuvrer pour renforcer les liens économiques à travers davantage d'investissements, de commerce et de coopération. Adesina, qui dirige une délégation en visite officielle de deux jours au Brésil, a rencontré mardi le président Luiz Inácio Lula da Silva. « Nous voulons soutenir la croissance inclusive et durable du secteur privé dans les pays lusophones d'Afrique », a déclaré le Tbet. Le Dr Adesina a félicité le Brésil d'avoir signé pour rejoindre le Pacte lusophone. « Votre adhésion renforcera encore la coopération Sud-Sud dans le cadre du Pacte.



Votre adhésion au Pacte Lusophone est un témoignage supplémentaire de la stratégie du Brésil visant à approfondir les liens économiques et politiques avec les pays africains. Le président du Groupe de la Banque a déclaré qu'en tant que plus grande économie de la Communauté des pays de langue portugaise, le leadership du Brésil dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de la santé, de l'industrialisation et du développement du secteur privé apportera beaucoup au Pacte lusophone. Plus tôt lundi, Adesina a tenu des réunions avec de hauts représentants du gouvernement, notamment les ministres des Affaires étrangères, de l'Agriculture et de la Santé, ainsi qu'avec des représentants de la Confédération nationale des industries, pour explorer les domaines de coopération et de partenariat plus approfondis. Le président de la Banque s'est dit inspiré par le désir du Brésil de faire davantage avec l'Afrique. « Le Brésil engage l'Afrique avec son cœur. Le Brésil respecte l'Afrique, il partage avec l'Afrique et croit en l'Afrique », a déclaré Adesina. Dans le

cadre du Compact Lusophone, la Banque a approuvé depuis 2019 166,4 millions de dollars d'investissements pour financer partiellement des projets dans les secteurs de l'énergie et des transports, ainsi que des initiatives de développement des entreprises. En 2022, la Banque a approuvé deux transactions non souveraines au Mozambique et en Angola : un prêt d'entreprise à Hidroelétrica Cahora Bassa (HCB) d'une valeur de 520 millions d'euros (dont 100 millions d'euros pour la BAD) et une garantie de transaction de financement du commerce de 10 millions de dollars à Banco Fomento de Angola (BFA) S.A. En 2023, deux projets du secteur privé suivant la structure de financement mixte ont été approuvés : le « Mécanisme compact lusophone pour l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et le développement des PME » de 12,35 millions de dollars en Guinée-Bissau, et le projet de 20,13 millions de dollars « Construire la connectivité des infrastructures côtières » et les entreprises bleues à São Tomé et Príncipe.

Mines africaines

Sedna et Haivision s'unissent pour améliorer la sécurité

Dans une démarche visant à moderniser les opérations minières en Afrique, Sedna Industrial IT Solutions a récemment annoncé un partenariat avec Haivision, un fournisseur mondial de solutions de mise en réseau vidéo en temps réel et de collaboration visuelle.

Ce partenariat vise à fournir des solutions et des logiciels pour les salles de contrôle industrielles et minières à travers le continent africain. Il intervient à un moment où l'industrie minière africaine reconnaît de plus en plus le potentiel des technologies de pointe pour améliorer l'efficacité opérationnelle et la sécurité. Raymond Mhlongo, responsable de l'ingénierie chez Sedna, a souligné que l'objectif principal du partenariat est d'amener les flux vidéo et les données SCADA des installations depuis n'importe où dans une salle de contrôle, transformant ainsi ces salles en centres d'infor-



mation cruciaux. Les solutions vidéo en direct à faible latence fournies par Haivision permettent aux opérateurs et aux parties prenantes de prendre des décisions critiques à distance, offrant ainsi une meilleure perception de la situation. Matt Stone, directeur des ventes pour l'Europe et l'Afrique chez Haivision, a souligné que le continent africain présente un potentiel énorme pour l'ex-

pansion de leurs solutions en raison de l'activité minière et industrielle considérable. Il a également noté que les solutions de Haivision sont rentables et faciles à gérer, ce qui les rend particulièrement adaptées à l'environnement africain. Le partenariat entre Sedna et Haivision représente une avancée majeure dans le domaine de la sécurité et de la surveillance des mines en Afrique. En fournissant des outils technologiques avancés, les deux entreprises visent à renforcer l'efficacité opérationnelle et à réduire les risques pour les entreprises minières dans la région.

Avec afriqueitnews.com

Côte d'Ivoire

Abidjan accueille le 5e forum Afrique-Europe sur la sauvegarde des patrimoines culturels africains

Abidjan accueille le 5e forum régional Afrique-Europe de l'Institut français, « Notre Futur », du 20 au 22 avril. L'enjeu de cette édition, qui se tient entre plusieurs lieux d'Abidjan est de mettre en lumière les enjeux de valorisation de patrimoines et de mémoires sous le prisme des Industries Culturelles et Créatives (ICC). Parmi les pistes proposées par les intervenants : la numérisation du patrimoine architectural menacé.

Érosion et montée des eaux, changement climatique, conflits armés... Les menaces qui pèsent sur les patrimoines architecturaux africains sont nombreuses. Pour y remédier, la start-up Iconem, qui bénéficie de financements institutionnels (Unesco, ambassades et institut français, British Council), effectue des missions de numérisation de patrimoines architecturaux en danger.

La technologie utilisée, explique le Franco-Libanais Bachaar Tarabay, chargé des projets scientifiques à Iconem, s'appelle la photogrammétrie. « C'est une technologie qui consiste à prendre des milliers de photos selon une trame et des paramètres précis pour reconstituer un jumeau numérique identique d'un site. On utilise des drones, des appareils photos... Et ce qu'on fait dans les missions de formation, c'est qu'on achète les mêmes équipements aux acteurs qu'on va former pour qu'ils puissent eux-mêmes scanner le reste de leur patrimoine dans leur pays. » Le Togolais Nicolas-Etienne Sohou N'gani est venu assister à la table ronde. Expert-consultant en culture, tourisme et développement, enseignant sur les questions



de gestion du patrimoine audiovisuel à l'université Senghor d'Alexandrie (Egypte), il dirige un projet répondant au même objectif, mais a opté pour une autre technique de numérisation : la vidéo immersive à 360 degrés. Et pour rendre les trésors naturels et architecturaux du Togo accessibles à sa population, son projet pilote propose des expositions virtuelles itinérantes. « La majeure partie de la population se retrouve en zone rurale et n'a pas forcément accès aux musées. Pour nous, l'objectif est de ramener ce patrimoine vers ces populations avec des casques de réalité virtuelle, d'où l'organisation des expositions itinérantes. Par exemple, nous avons fait des expositions dans des marchés, où nos mamans n'ont pas forcément le temps de se déplacer pour visiter des lieux. On a apporté ces sites vers ces personnes », explique-t-il. « Devant son étalage, elle

porte le casque, elle change de localité virtuellement, elle va visiter un site qui se trouve à des centaines de kilomètres de son marché, détaille Nicolas-Etienne Sohou N'gani. Comme le Tata Tamberma, le seul site du Togo inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, le palais de Lomé qui a été restauré en lieu culturel après avoir été occupé par le gouverneur allemand et le gouverneur français, la Maison des Esclaves... Il y en a une qui a témoigné en disant que c'est intéressant, parce que ça leur permet de savoir quoi répondre à leurs enfants quand ils leur posent des questions sur la culture locale », ajoute-t-il. Nicolas-Etienne Sohou N'gani a également entrepris de numériser le patrimoine immatériel togolais, comme les danses traditionnelles et les contes, afin de le conserver, lui aussi, pour les générations futures.

Avec rfi.fr

Transformation digitale

Atos, partenaire de l'Institut Pasteur de Dakar

Dans le cadre d'un projet ambitieux visant à diversifier ses activités industrielles, l'Institut Pasteur de Dakar a choisi Atos comme partenaire technologique clé pour la mise en œuvre d'un système informatique intégré.

Cette initiative stratégique s'inscrit dans la volonté de l'institution de développer ses activités dans la fabrication et la distribution de produits pharmaceutiques innovants, tels que des vaccins et des tests de diagnostic rapide, à l'échelle mondiale. Le projet comprend la mise en place d'un progiciel de gestion intégrée SAP ainsi que d'un système de production et de maintenance assistées par ordinateur. Ces solutions joueront un rôle crucial dans l'optimisation des processus de l'Institut Pasteur de Dakar, en renforçant la transversalité organisationnelle, en mettant en place une solu-

tion partagée entre le siège et les unités opérationnelles, et en améliorant la productivité et l'expérience des collaborateurs. L'expertise démontrée par le Global Delivery Center (GDC) d'Atos au Sénégal dans le déploiement de solutions ERP, notamment le progiciel SAP, a été un facteur déterminant dans le choix de l'entreprise comme partenaire pour ce projet. Le GDC est équipé pour gérer des projets de grande envergure et pour les livrer dans des délais optimaux, répondant ainsi aux exigences spécifiques du secteur pharmaceutique. Ce projet complexe devra être mené à bien dans un délai de 15 mois. Le Dr Amadou Sall, Administrateur Général de l'Institut Pasteur de Dakar, a

exprimé sa satisfaction quant à cette collaboration : « Il s'agit d'un projet stratégique pour notre institution, et nous sommes ravis de pouvoir compter sur l'expérience et l'expertise d'une entreprise comme Atos pour proposer des solutions innovantes et de qualité dans le domaine pharmaceutique ». Pour sa part, Momadou Ndoye, Directeur Général d'Atos au Sénégal, a souligné l'engagement de l'entreprise à contribuer de manière significative au succès de ce projet de modernisation : « Cette collaboration renforce notre position en tant que contributeur actif du processus de transformation digitale en cours au Sénégal.

Avec afriqueitnews.com

mercredi 24 avril 2024

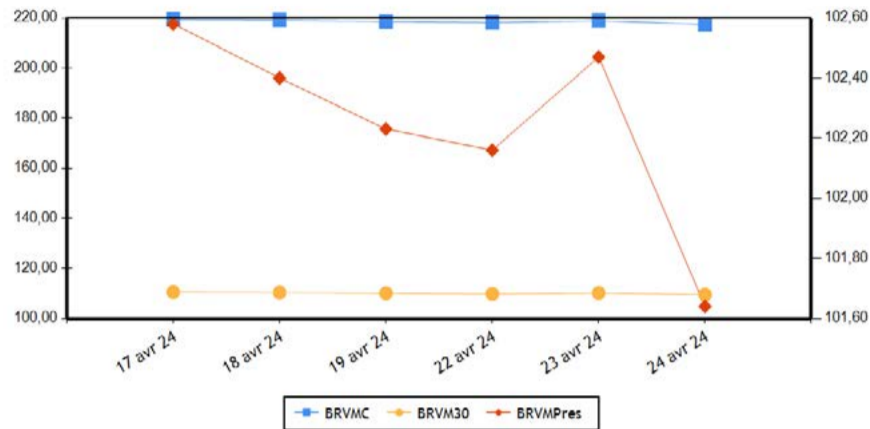
N° 79

BRVM COMPOSITE	217,41
Variation Jour	-0,70 %
Variation annuelle	1,52 %

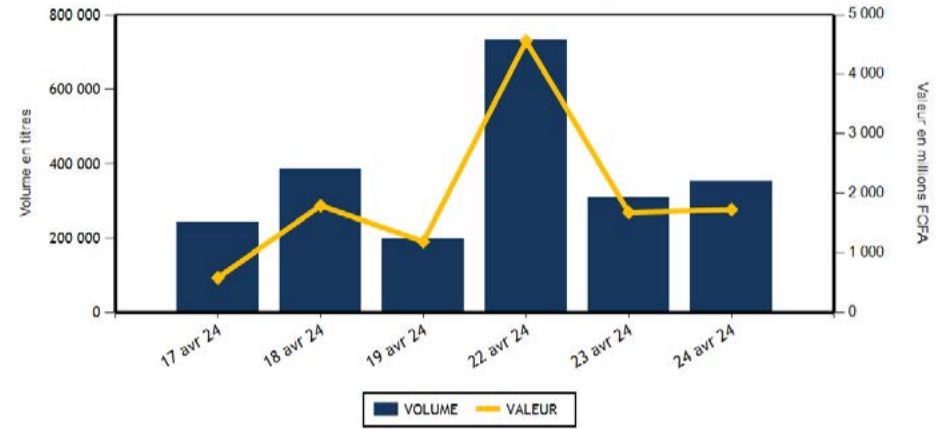
BRVM 30	109,49
Variation Jour	-0,64 %
Variation annuelle	1,52 %

BRVM PRESTIGE	101,64
Variation Jour	-0,81 %
Variation annuelle	0,17 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 088 251 261 046	-0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	251 499	39,76 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	740 422 893	11,89 %
Nombre de titres transigés	41	10,81 %
Nombre de titres en hausse	10	-44,44 %
Nombre de titres en baisse	19	137,50 %
Nombre de titres inchangés	12	9,09 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	745	7,19 %	2,76 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 000	3,63 %	8,70 %
TOTAL SN (TTLS)	2 445	1,88 %	-2,20 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	17 900	1,13 %	11,53 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	6 900	0,73 %	1,47 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,64	-0,81 %	0,17 %	73 191	359 683 115	6,89
BRVM-PRINCIPAL	36	105,06	-0,20 %	1,06 %	178 308	380 739 778	12,27

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,05	-1,03 %	1,01 %	12 943	27 057 705	40,25
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	536,57	-1,29 %	0,96 %	76 488	333 668 525	8,14
BRVM - FINANCES	15	88,68	0,15 %	2,62 %	140 260	334 020 948	6,05
BRVM - TRANSPORT	2	409,72	-0,58 %	23,80 %	2 999	4 963 040	9,10
BRVM - AGRICULTURE	5	166,55	-1,07 %	3,09 %	7 178	26 047 140	8,65
BRVM - DISTRIBUTION	7	313,68	-0,48 %	-4,43 %	11 581	14 626 525	11,00
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	974,77	0,64 %	-12,22 %	50	39 010	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,79
Taux de rendement moyen du marché	8,33
Taux de rentabilité moyen du marché	9,07
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	140
Volume moyen annuel par séance	332 734,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 002 956 857,08

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,18
Ratio moyen de satisfaction	22,03
Ratio moyen de tendance	216,41
Ratio moyen de couverture	46,21
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,46
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Industrie automobile

La nouvelle Alfa Romeo Milano change déjà de nom

Le gouvernement italien a tiqué sur cette appellation alors que la voiture est produite en Pologne. Elle est rebaptisée Junior.

Non plus «Milano» mais «Junior»: le groupe Stellantis a annoncé lundi avoir rebaptisé le dernier modèle SUV d'Alfa Romeo (présenté le 10 avril), après la montée au créneau du gouvernement italien au motif que celui-ci est produit en Pologne. «Tout en estimant que le nom Milano est conforme à toutes les exigences légales et compte tenu du fait qu'il existe des sujets plus essentiels, Alfa Romeo a décidé de changer le nom de Milano en Junior, afin de promouvoir un climat de sérénité et de compréhension mutuelle», a annoncé le groupe de Carlos Tavares dans un communiqué.

C'était un choix du public

Ce modèle de SUV compact 100% électrique devait initialement porter le nom de «Milano», un choix du public en hommage à la ville où est née la marque en 1910. Mais cette décision a provoqué la colère du ministre italien



de l'Industrie Adolfo Urso, qui a fait valoir qu'une voiture produite en Pologne ne pouvait porter le nom d'une ville italienne, en s'appuyant sur une loi de 2003. «Nous avons décidé de changer de nom, même si nous savons n'y être pas tenus, parce que nous voulons préserver l'émotion positive que nos produits ont toujours suscitée et éviter tout type de controverse», a expliqué Jean-Philippe Imparato, PDG d'Alfa Romeo, cité dans le communiqué. Il faudra donc changer les inscriptions disséminées sur la voiture ainsi que sur les documents et les sites, comme celui d'Alfa Romeo Suisse, qui parle toujours de la Milano.

Des tensions avec Giorgia Meloni

L'Italie a réagi en faisant part de sa «grande satisfaction» après avoir souligné auprès de Stellantis que «ces pratiques risquaient à terme de nuire à la production sur le territoire italien», selon des sources gouvernementales citées par l'agence Ansa. Cette annonce survient sur fond de tensions entre le gouvernement de Giorgia Meloni et la direction de Stellantis (Peugeot, Citroën, Fiat, Alfa Romeo, Chrysler, Maserati, Lancia), qui ont récemment échangé de vives critiques par voie de presse.

(M.P./AFP)

Equipementier de la Mannschaft

Le patron d'Adidas sidéré par la somme astronomique promise par Nike

Le patron d'Adidas n'arrive toujours pas à comprendre le montant astronomique proposé par Nike, pour récupérer le contrat d'équipementier de la Mannschaft, l'équipe nationale allemande de football. Il ne s'avoue cependant pas vaincu et compte faire prochainement une offre à la Fédération française de football.

«Inexplicable». Le patron de l'équipementier sportif Adidas, Bjørn Gulden, n'arrive pas à comprendre la somme faramineuse promise par son grand rival Nike pour lui rafler son contrat historique avec la sélection d'Allemagne de football, confie-t-il dans une interview à l'AFP. Rappel des faits : la Fédération nationale de football (DFB) a provoqué un véritable tollé en révélant courant mars un partenariat avec le géant américain Nike pour la période 2027-2034, mettant fin à plus de 70 ans de fidélité à l'entreprise bavaroise Adidas. Une affaire qui avait suscité l'émotion dans le pays, jusque dans les rangs du gouvernement où on déplore un manque de « patriotisme ». Des informations du quotidien économique Handelsblatt, non confirmées, ont fait état d'un contrat de 100 millions d'euros par an, soit le double de ce que verse actuellement Adidas. Selon le journal populaire Bild, le patron d'Adidas Bjørn Gulden avait pourtant proposé un peu plus tôt une offre de dernière minute améliorée, entre 60 et 65 millions par an.



« Le rapport qualité-prix est toujours quelque chose que l'on analyse et si les chiffres qui circulent sont corrects, alors cela nous semble inexplicable », a réagi ce vendredi le patron d'Adidas. La DFB avait déjà anticipé les réactions négatives mais Nike a présenté « de loin la meilleure offre économique », a justifié la fédération, qui lui permettra de remplir tous ses engagements, y compris en faveur du développement durable du football féminin et de la promotion des sports amateurs.

Adidas va faire une offre à la FFF

La bataille des équipementiers fait rage. Mais loin de s'avouer vaincu, Bjørn Gulden a indiqué ce vendredi que la marque aux trois bandes ferait également une offre à « un prix approprié » pour

tenter de redevenir l'équipementier de la France, sous contrat avec Nike jusqu'en 2026. Il prévient cependant qu'il n'irait pas au-delà d'une certaine somme dans l'appel d'offres lancé le mois dernier par la Fédération française (FFF) pour « les saisons sportives 2026-2027 à 2033-2034 », avec remise des offres des candidats intéressés fixée au 29 avril. Il n'empêche que cette affaire montre à quel point le géant américain à la virgule s'impose dans la guerre que se livrent les deux équipementiers depuis les années 2010. En France, le col blanc à revers avec les bordures tricolores et le logo Adidas au centre était devenu le maillot légendaire de l'équipe de France en 1998 après son titre de championne du monde. Une nouvelle opportunité de se faire une place dans le football. Avec une proposition de 320 millions d'euros sur sept ans, Nike récupère en 2011 le partenariat détenu depuis 1972 par Adidas. Brésil, Angleterre puis France, les Américains en sont à trois grandes nations.

(Avec AFP)

L'éco en bref

Argentine : Milei annonce le premier excédent public depuis 2008

Le président argentin Javier Milei a annoncé lundi que le pays avait enregistré son premier excédent public trimestriel depuis 2008 et salué un «exploit historique». Au premier trimestre 2024, l'État argentin a enregistré un excédent d'environ 275 milliards de pesos (205'000 francs, ndlr), a déclaré Javier Milei sur la chaîne de télévision nationale. «C'est le premier trimestre avec un excédent financier depuis 2008», a-t-il affirmé, faisant référence à la première année

du gouvernement de sa rivale politique de gauche Cristina Kirchner. Il s'agit d'«un exploit aux dimensions historiques à l'échelle mondiale», s'est vanté le président, arrivé au pouvoir en décembre. «Si l'État ne dépense pas

plus qu'il ne perçoit et n'a pas recours aux émissions (de monnaie), il n'y a pas d'inflation. Ce n'est pas de la magie», a ajouté Javier Milei, un économiste ultralibéral qui se définit lui-même comme un «anarcho-capitaliste».



Italie

Amazon condamné pour pratiques commerciales déloyales

L'autorité italienne de la concurrence (ACGM) a annoncé mercredi avoir condamné deux entreprises du groupe Amazon à verser une amende de 10 millions d'euros (10,6 millions de dollars) pour pratiques commerciales déloyales. Il est reproché aux deux sociétés (Amazon Services Europe et

Amazon EU, basées au Luxembourg) d'avoir incité les clients à accepter des achats en ligne «récurrents» plutôt que «ponctuels». Dans un communiqué, l'AGCM a déclaré que l'option permettant d'effectuer des achats réguliers était «préselectionnée par défaut» sur une large sélection de produits répertoriés sur le site italien

d'Amazon. «La présentation graphique de l'option d'achat récurrent préselectionnée peut conduire les consommateurs à acheter des produits périodiquement, même s'ils n'en ont pas réellement besoin, limitant ainsi leur capacité à choisir librement», précise l'AGCM dans son communiqué.

Kering prévoit une grosse chute de rentabilité

Le groupe de luxe Kering, sur une mauvaise pente depuis plusieurs mois, a annoncé mardi s'attendre à une grosse chute de sa rentabilité au 1er semestre, «de l'ordre de 40 à 45 %», après avoir vu ses ventes reculer de 11% au 1er trimestre. Gucci, la marque

phare du groupe, a même vu ses ventes reculer de 21%, à 2,1 milliards d'euros, plombées par une reprise de la consommation plus lente que prévu en Chine. Gucci représente 50% du chiffre d'affaires de Kering et les deux tiers de la rentabilité opérationnelle. Compte tenu du recul du chiffre d'affaires du 1er trimestre et «de notre

détermination à continuer d'investir sélectivement dans la désirabilité et l'exclusivité de nos marques sur le long terme», le groupe prévoit une «baisse significative» du résultat opérationnel courant au 1er semestre, prévient le PDG François-Henri Pinault, cité dans un communiqué du groupe.

Canada

Honda va implanter une grosse usine de véhicules et batteries électriques

Le constructeur japonais Honda a décidé d'implanter sa prochaine usine de véhicules électriques dans l'est du Canada, un projet de plusieurs milliards de dollars, a indiqué lundi à l'AFP une source gouvernementale canadienne. L'accord doit être annoncé jeudi, selon la même source. Il a été conclu avec l'état fédéral canadien mais aussi la province de l'Ontario où sera installée l'usine, les deux gouvernements apportant un soutien financier. Sans donner de détails, le

premier ministre de l'Ontario Doug Ford s'est réjoui dès lundi de cette annonce à venir. «Nous avons conclu un nouvel accord. Il s'agira de l'accord le plus important de l'histoire du Canada. Il sera deux fois plus important que celui de Volkswagen», estimé à 7 milliards de dollars canadiens (4,6

milliards de francs, ndlr), a-t-il déclaré lundi lors d'un discours à Toronto. Le Canada déploie depuis quelques années des efforts considérables pour attirer les acteurs du secteur des véhicules électriques, vantant ses incitations fiscales, son énergie propre et ses nombreux minéraux rares.



Sélection AFP & REUTERS

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 ^{ème} édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14 ^{ème} Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3 ^{ème} édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9 ^{ème} édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoquntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistbenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Votre situation financière devrait être saine et stable. Si ce n'est pas le cas, si vous êtes endetté, par exemple, profitez de cet aspect de Mercure pour mettre de l'ordre dans vos affaires. Prenez rendez-vous avec votre banquier pour renégocier vos emprunts à un taux moins élevé, ou pour étaler vos remboursements dans le temps.

Taureau Adoptez une bonne stratégie financière si vous souhaitez faire fructifier vos ressources matérielles. Une erreur pourrait vous coûter cher aujourd'hui. Soyez très vigilant, à cause des dissonances astrales.

Gémeaux Un héritage surprise pourrait bien vous tomber du ciel à la faveur du bel aspect de Jupiter. Si vous possédez une affaire en participation, vous réaliserez d'excellents bénéfices. Félicitations !

Cancer Nette amélioration sur le plan financier. Mais attention, ce ne sera pas une raison pour vous précipiter aussitôt dans les magasins ou sur les catalogues de ventes par correspondance ! Pensez aux placements de père de famille.

Lion Vous n'êtes pas très préoccupé en ce moment par des problèmes d'argent. Efforcez-vous quand même de trouver les moyens d'en gagner davantage car l'argent, bien qu'il ne procure pas le bonheur, y contribue dans une très large mesure, car notre société actuelle est celle de consommation. Vous feriez probablement une bonne affaire en achetant une propriété sur les conseils d'un ami.

Vierge Vous bénéficierez de résultats financiers très appréciables, peut-être même exceptionnels. Vous pourrez alors profiter de cette embellie pour améliorer vos conditions de vie et renforcer votre position sociale.

Balance Cet environnement astral vous incitera à équilibrer votre budget, voire, pour certains d'entre vous, à améliorer vos revenus. Si vous avez des économies à placer, prenez le temps d'étudier attentivement toutes les possibilités qui s'offrent à vous avant de vous décider, et même demandez conseil à un professionnel.

Scorpion Mercure vous sera favorable. Vous pourrez améliorer votre gestion et donc bénéficier d'un meilleur équilibre budgétaire. Mais une mauvaise surprise est possible, comme par exemple une dette oubliée qui vous rappellera à l'ordre.

Sagittaire Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui pourront cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre.

Capricorne Résistez à toute envie d'achat, car vous ne penserez qu'à acquérir certaines choses tout à fait inutiles. "C'est payer trop cher que d'acheter un sou ce qui ne sert pas" (Caton le Censeur).

Verseau Avec cet aspect de Neptune, vous serez soutenu par un fort courant de chance touchant le plan financier. Evidemment, il ne s'agira pas de vous livrer à n'importe quel achat, ni de prendre trop de risques concernant vos placements. Mais si vous restez relativement raisonnable, vous pourriez réussir des opérations très fructueuses.

Poisson Votre situation financière s'améliorera aujourd'hui et évoluera vers une plus grande stabilité. Soyez désormais plus responsable et mieux réfléchi dans ce domaine si vous voulez conquérir la confiance d'autrui avec une plus grande facilité.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



Communiqué de presse

Former et promouvoir les talents locaux : Lilium Mining s'engage dans la région des Cascades

Ouagadougou - 24 avril 2024 : Lilium Mining, à travers sa filiale Wahgnion Gold Operations S.A., s'engage résolument dans l'autonomisation des jeunes de ses communautés hôtes à travers un programme de formation innovant en métiers porteurs. Cette initiative, lancée le 9 janvier 2024 a pris fin le 8 avril dernier. Elle vise à libérer le potentiel entrepreneurial des jeunes et à en faire des acteurs clés du développement local.

Inspirer l'excellence et le leadership

Soucieuse de l'autonomisation des jeunes et des défis locaux, Lilium Mining à travers la mine d'or de Wahgnion a lancé un programme de formation des jeunes dans des secteurs porteurs tels que la soudure, la restauration, la mécanique-auto et l'électricité-bâtiment, en leur offrant des opportunités de marché et d'emploi et des opportunités de créer et de gérer leurs propres activités lucratives.

Cette action, soutenue par la volonté partagée des communautés hôtes, va permettre à ces jeunes de développer des compétences de vie, techniques et entrepreneuriales, renforçant ainsi les capacités locales et créant un environnement propice à leur épanouissement.



● *Travaux pratiques des jeunes en électricité-bâtiment*

Trente-trois (33) jeunes talentueux sur la voie du succès

En étroite collaboration avec la Délégation Spéciale de Niankorodougou, trente-trois (33) jeunes issus des vingt une (21) localités de la commune de Niankorodougou ont été sélectionnés pour participer à ce programme. La formation, d'une durée de trois (03) à six (06) mois, -s'est déroulée au centre de formation True Job Provider à Bobo-Dioulasso. Ce résultat de sélection démontre le rôle actif de la Délégation Spéciale dans la coordination locale et de l'engagement des communautés hôtes. Des mécanismes rigoureux de suivi et d'évaluation sont intégrés tout au long du programme, garantissant un accompagnement optimal pour le développement des compétences des bénéficiaires. En partenariat avec toutes les parties prenantes, un soutien continu et un coaching personnalisé sont prévus pour faciliter l'intégration et le démarrage des activités commerciales des jeunes à l'issue de leur formation.



● *Mise en situation : préparation de mets*

Un engagement concret pour un avenir durable

Lilium Mining s'est engagée à financer intégralement le programme de formation, couvrant les frais de formation, d'internat, de per diem, des kits d'installation des jeunes une fois la formation complétée et de s'assurer que ces jeunes bénéficient d'un suivi dans leur différente activité. Cet investissement substantiel, de trente - millions (30 000 000) de Francs CFA dans le capital humain des jeunes traduit la ferme volonté des premiers responsables de la mine de contribuer au développement local durable, mettant en lumière la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les actions de Lilium Mining.

À propos de Lilium Mining

Lilium Mining est une société minière africaine basée au Burkina Faso avec à son actif deux (02) mines d'or au Burkina. Il s'agit de Semafo Boungou SA - dans la Région de l'Est et de Wahgnion Gold Operations SA - dans la Région des Cascades - Lilium Mining a pour ambition de s'établir en tant que producteur d'or intermédiaire et de s'étendre partout en Afrique.

Fidèle à sa vision de « faire la mine de façon responsable », Lilium Mining s'est engagée à mener ses activités de manière à favoriser le développement durable par sa contribution aux recettes du budget de l'Etat burkinabé et par l'amélioration de la protection et du bien-être social des régions où elle exerce ses activités.



Volontariat

ADAM Charlotte, une coiffeuse accomplie

Charlotte a un Certificat de Fin d'Apprentissage en coiffure depuis 2021. Elle s'est engagée après l'obtention de son certificat au volontariat en 2023 et a servi avec grand intérêt sa communauté: Lama-Tessi. L'Ancienne Volontaire d'Engagement Citoyen (VEC) après sa mission, a rassemblé les ressources nécessaires pour ouvrir son atelier.

Pendant des années, Charlotte avait rêvé d'ouvrir son propre atelier de coiffure. Mais, par faute de moyens, la jeune dame a dû mettre une pause à ce rêve. Elle décide en ce moment de servir sa communauté en s'engageant comme volontaire d'engagement citoyen. Elle a consacré tout son temps durant les six mois de mission, oubliant temporairement son propre rêve pour se consacrer au bien-être des autres.



Tessi. Les clientes, majoritairement des anciennes collègues volontaires, des membres de sa communauté et des localités environnantes, s'amassent tous les jours dans son atelier. C'est là une conséquence positive de la bienveillance de la jeune dame durant sa mission de volontariat. « Charlotte était tenace durant les six mois de mission. Elle a suivi et appliqué les conseils et orientations de son chargé de suivi, ce qui lui a permis d'ouvrir son atelier juste à la

fin de la mission », a témoigné BOTOU Mawississo, Volontaire Sénior. Passionnée par la coiffure, la jeune fille se donne à fond. Elle coiffe soigneusement ses clientes. « Il est très important de reconnaître qu'avec un peu d'effort, de courage et d'abnégation, on peut exercer le métier de ses rêves et évoluer. Je suis aujourd'hui patronne et j'arrive à joindre les deux bouts grâce à la mission de volontariat », nous a confié la volontaire.

Avec togoanvt.org

Charlotte, du volontariat au succès

La sollicitude de Charlotte et son dévouement pour la cause des autres ont fini par payer. Grâce aux allocations de fin de mission et à l'épargne qu'elle a réalisées, Charlotte est aujourd'hui propriétaire d'un atelier de coiffure, installé dans le quartier Hèzouda à Lama-

Liga

Xavi reste au FC Barcelone !

Après la réunion de ce mercredi, Xavi et la direction du club ont trouvé un terrain d'entente. L'entraîneur catalan va rester à la tête de l'équipe première la saison prochaine.

L'avenir de Xavi définitivement scellé au Barça ! Dans le prolongement d'une cuisante défaite essuyée à domicile contre Villarreal (3-5) le 27 janvier dernier, l'entraîneur catalan actait publiquement son départ en fin de saison. Si cette annonce avait fait l'effet d'une bombe en Catalogne, elle a eu le don de faire souffler un vent de fraîcheur dans les rangs blaugranas. Progressivement, le champion d'Espagne en titre retrouvait du baume au cœur, enchaînant les bonnes performances avec en point d'orgue une qualification pour les quarts de finale de la Ligue des Champions. Requinqué, le Barça pouvait de nouveau prétendre à jouer des coudes jusqu'au bout avec le Real Madrid dans la quête du titre tout en allant le plus loin



possible dans la plus prestigieuse des compétitions pour nourrir ses chances de s'éviter une saison blanche. Mais en l'espace d'une semaine, le club catalan a tout perdu. En ballottage favorable après sa victoire à au Parc des Princes, le FC Barcelone a coulé à Montjuïc face au Paris Saint-Germain à domicile (4-1), voyant donc son avenir européen prendre fin aux portes des demi-finales.

Xavi rempile pour un an

Défait sur le fil quelques jours plus tard sur la pelouse du Real Madrid (3-2), le Bar-

ça a certainement vu le titre s'éloigner définitivement. Malgré ce scénario catastrophe, la rumeur comme quoi Xavi avait décidé de revenir sur sa décision initiale, commençait à prendre de l'ampleur. Se sentant soutenu en interne, le principal intéressé semblait manifester son désir de poursuivre sa mission jusqu'à l'issue de son contrat en juin 2025. Dès lors, une réunion entre l'Ibère et le board barcelonais s'est tenue ce mercredi dans les locaux du club. L'issue ne faisait plus vraiment de doute puisque la direction a toujours privilégié le maintien de son entraîneur au poste. Joan Laporta doit annoncer publiquement la nouvelle dans les prochaines heures, peut-être même demain selon la presse catalane. Se queda !

Avec footmercato.net

Anti mariages d'enfants

WiLDAF-Togo dévoile les grandes étapes de son plaidoyer

Mis en œuvre depuis 2023 par WiLDAF-Togo avec l'appui financier de Amplify Change, le projet Agir pour l'Abandon des Mariages d'Enfants (AAME) entame désormais une autre phase, celle du plaidoyer. Une étape importante dont l'objectif est d'influencer la législation et de faire en sorte que les mariages se fassent conformément aux lois en vigueur au Togo. Les différentes étapes de ce plaidoyer ont été dévoilées ce mardi 23 avril, à l'issue d'un atelier de formation organisé à l'endroit des 30 organisations de la société civile partenaires du projet et regroupés dans au sein du mouvement « Enfants pas Epouses ».

D'après les données d'une étude menée par WiLDAF-Togo sur le mariage d'enfants et autres formes de violences connexes, le Togo affiche un taux de 41%. L'étude révèle aussi que l'âge d'entrée en union des femmes est précoce. A en croire les résultats, 9 % des femmes de 25-49 ans au moment de l'enquête étaient déjà en union avant d'atteindre l'âge de 15 ans et environ trois femmes sur dix (32 %) étaient déjà en union avant 18 ans révolus. Et le phénomène prend de l'ampleur dans la partie septentrionale du pays. Pour WiLDAF-Togo, cette pratique, dont les filles sont victimes, constitue une violation de leurs droits dans la mesure où elle les freine dans leur évolution aussi bien dans la vie que sur le plan scolaire. « Les mariages d'enfants mettent les filles dans d'énormes difficultés. En plus de les empêcher de se scolariser ou de poursuivre leurs études, cette pratique les expose dans la mesure où elles entrent en mariage très jeunes, immatures et sans aucune expérience. Ce qui fait qu'elles sont exposées aux violences domestiques et conjugales », déplore Anne Colette KPE-DJI, Directrice exécutive de WiLDAF-Togo. L'arrêt



de cette pratique passe donc par une prise de conscience collective et l'implication de tous les acteurs de la société. Les 30 organisations de la société civile partenaires du projet AAME et réunies dans le mouvement « Enfants pas Epouses » entendent donc jouer leur partition pour mettre un terme à cette pratique. Ce sera à travers un plaidoyer pour lequel elles se sont formées à l'occasion d'un atelier organisé à leur intention par WiLDAF-Togo. A en croire Andréa AZIABOU, gestionnaire du projet AAME, le plaidoyer se déroulera en trois étapes. La première étape consistera à œuvrer pour la formalisation des mariages traditionnels qui se font avec les chefs religieux et les chefs traditionnels. « Il s'agit d'aboutir à un cadre légal assez protecteur de la jeune fille qui pourrait faire en sorte qu'il n'y ait pas de possibilité que les mariages d'enfants se perpè-

tuent dans les localités à forte prévalence », explique-t-elle, avant d'ajouter qu'établir un cadre de formalisation de ce type de mariage empêcherait de marier les jeunes filles de 13 à 17 ans. La deuxième étape du plébiscite est d'aboutir à l'abandon de deux normes traditionnelles qui favorisent les mariages d'enfants. Cette activité se fera principalement auprès des autorités religieuses, des chefs spirituels, des imams des localités de Krikri, Tchana et Takpamba, les trois localités à fort taux de mariage d'enfants ciblées par le projet. Enfin, la troisième étape consistera à influencer le budget afin que l'on puisse accroître d'au moins 30% la ligne d'offre et de service accordée en termes de Droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), considéré comme un droit fondamental.

Avec Société Civile Médias

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 2 columns: Country and Value. Rows include Sénégal (5,0), États-Unis (2,7), Nigeria (4,0), Malaisie (2,7). Below is a table for 'Produits échangés' with columns for 'Produits exportés en 2020' and 'Produits importés en 2020'.

Table with 2 columns: Product and Value. Rows include Articles de transport, Médicaments, Voitures de tourisme, Polymères de l'éthylène, etc.



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★

Semaine
de L'INDÉPENDANCE

Special
WEEKEND

 du ven. 26 au
dim. 28 Avril

**POUR DEUX NUITS, LA SECONDE
OFFERTE À DEMI-TARIF**

à partir de
130.000XOF*

* tarif pour 2 nuits
Chambre Standard
Occupation double + petit déjeuner

Offre hébergement inclus la soirée rétro
du 27 avril à partir de 150.000 Fcfa

+228 22 23 86 00
reservations@hotel2fevrierlome.com

